



Liste des ateliers et des modules

I. Les modules

1. Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires

Déconstruisons les idées reçues sur les migrations : et si la mobilité des hommes était une des clés essentielles pour enrichir la planète ?

En France et en Europe, la relation entre migration et développement n'est traitée qu'en lien avec un objectif de gestion des flux migratoires avec une tendance lourde vers des objectifs sécuritaires. Cette vision partielle passe sous silence les relations durables de solidarité qui s'établissent entre les territoires grâce aux migrations. Elle ne reconnaît pas tout l'impact de ces migrations sur le développement des territoires d'origine comme de vie. Les actrices et acteurs non étatiques mobilisés dans le domaine - associations de ressortissants, ONG, collectivités locales - souhaitent faire connaître et reconnaître les pratiques et les impacts ici et là-bas pour développer une autre image de la migration et l'apport de la mobilité au développement économique, social, dans l'interculturalité, la mise en réseau, l'interpellation des droits...

Organisé par : Groupe de recherches et de réalisations pour le développement rural, Enda Europe, Immigration Développement Démocratie et Touiza Solidarité.

2. Quelle régulation des activités des entreprises multinationales ?

Ce module vise à comprendre les enjeux d'une régulation contraignante des activités des entreprises multinationales au regard de leurs impacts sociaux et environnementaux dans les pays du Sud.

Le module est à destination des militants de la solidarité internationale, mise en œuvre par les syndicats et les ONG. Il a pour objectif premier de fournir les clés pour comprendre les enjeux posés par l'impact économique et social des activités des entreprises multinationales sur les pays d'accueil. Dans ce cadre, ce module s'appuiera sur divers exemples pratiques. Il exposera les analyses, les mobilisations et les propositions des organisations de la société civile, du Sud comme du Nord, sur ce sujet. Il présentera aussi les principaux mécanismes juridiques qui peuvent être mis en œuvre à l'encontre de sociétés multinationales. Il fournira encore, par le biais d'une mise en situation des participants, des méthodes pour analyser la communication institutionnelle des entreprises quant à leurs impacts sociaux et environnementaux.

Organisé par : Sherpa, Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement- Les Amis de la Terre, Peuples Solidaires (en tant que membres du Forum citoyen pour la RSE).

3. Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

La crise financière a confirmé la vulnérabilité des pays en développement les plus dépendants du contexte économique international et de financements externes. En jeu : leur liberté à choisir leur modèle de développement.

Depuis plusieurs années, les ONG ont développé un discours de plus en plus critique quant aux ressources extérieures de financement du développement. A force de dénoncer les perversions de l'aide, de l'endettement et des politiques néolibérales imposées par le FMI et la Banque mondiale et de l'ouverture commerciale, certaines en sont venues à mettre de plus en plus l'accent sur l'importance des sources internes. A travers ce module, nous vous invitons à pousser, ensemble, le raisonnement un peu plus loin :

-Les pays en développement devraient-ils se passer du recours à l'aide? A l'endettement?

-Qu'ont à gagner les pays en développement en attirant l'investissement des entreprises étrangères?

-Fiscalité, rentes pétrolières et minières, banques de développement, épargne domestique, offre de crédit... Quelles alternatives?

Organisé par : Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs-Initiatives Pour un Autre Monde, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, Secours Catholique, Oxfam Agir ici.

4. Sortie de crise financière : quelle continuité et quels changements ?

Si la crise financière semble passée, le système financier n'a été en rien réformé. Quels sont les changements nécessaires pour un système financier au service du développement durable et de la solidarité internationale ?

La crise financière valide les analyses portées par le mouvement altermondialiste, qui voit la crise financière comme une crise systémique. Cependant, le changement de cap attendu ne se valide pas dans les faits et l'attention se focalise sur les banques. Alors que la crise financière peut offrir des fenêtres d'action, l'objectif sur les sujets suivants sera d'identifier les enjeux et les pistes porteuses :

-pour des banques différentes et vers une limitation de leur pouvoir et de leurs prises de risques;

-pour un système financier plus juste qui dépasse la domination du Nord vers le Sud;

-pour des taxes globales sur la finance au service du développement, de la lutte contre le changement climatique et contre la spéculation financière.

Organisé par : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre solidaire, Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs-Initiatives Pour un Autre Monde, Sherpa, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, Secours Catholique.

5. L'information comme vecteur de transformation sociale.

Le module traitera de l'émergence des « nouveaux médias » (alternatifs, indépendants, libres, citoyens...) et de leur rôle en terme de mobilisation sociale, particulièrement du point de vue des associations de solidarité.

Existe-t-il des médias « nouveaux », en marge des médias traditionnels ? L'information produite ou diffusée par les associations de solidarité internationale (ASI) entre-t-elle dans le champ de ces nouveaux médias ? La contre-expertise véhiculée par les ASI a-t-elle des capacités mobilisatrices ? Comment les associations s'approprient-elles les outils numériques pour produire de l'information et pour quels objectifs ?

A partir des expériences de journalistes et d'acteurs associatifs impliqués sur la question de l'information citoyenne, nous analyserons les conditions possibles pour faire de l'information un des leviers du changement social.

Organisé par : Ritimo, Bastamag, Altermondes, Syfia, CCFD, Vecam, Iteco

6. Croître ou ne pas croître : des ressources naturelles pour quel(s) développement(s)?

Nous exploitons des ressources naturelles mais pour quel(s) développement(s)? Le réseau « Une seule planète » lance une campagne citoyenne.

L'exploitation des ressources de la planète génère non seulement pollution, épuisement des ressources, dérèglement du climat et extinction des espèces, mais aussi pauvreté, inégalités et mal développement. En comprendre les causes et prendre conscience de l'impasse dans laquelle nous mène notre modèle de développement est nécessaire afin de redéfinir des modes de production et de

consommation qui soient écologiquement soutenables et socialement justes. C'est l'objectif de ce module, dans la perspective de la campagne qui sera lancée par le réseau « Une seule planète ».

Organisé par : Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs-Initiatives Pour un Autre Monde, Artisans Du Monde, Les amis de la terre, La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée, CRID, Gecko.

7. Droits de l'Homme et dignité : à chacun son rôle.

A partir d'outils ludiques et participatifs, nous échangerons sur le rôle des entreprises, des Etats, et des populations pour le respect des droits de l'Homme partout et pour tous.

En partant d'une illustration concrète sur le droit à l'alimentation, nous montrerons que tous les droits de l'Homme sont indivisibles : tout effort visant à promouvoir un droit doit tenir pleinement compte des autres. De même, lorsque les entreprises violent le droit à la terre, elles violent également le droit à la santé, à l'alimentation, ... des populations.

A partir d'outils ludiques et de témoignages, nous échangerons sur les mobilisations menées par les populations pour faire respecter leurs droits, et sur le rôle que doivent jouer les Etats pour que les droits de l'Homme soient respectés partout et pour tous.

Organisé par : Terre des Hommes France, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam agir ici, Amnesty International, Afrique Verte

8. Femmes, hommes : changez la donne

Egalité hommes/femmes : enjeu secondaire ou dimension clé pour un autre monde ?

La « crise » ne serait-elle pas une chance ? Il s'agit peut-être d'une occasion pour questionner les causes profondes qui maintiennent les inégalités entre les différentes franges de la société ? Parmi elles, les inégalités femmes/hommes, des inégalités qui se retrouvent partout, au-delà des frontières Nord/Sud. On nous dit que l'égalité entre les sexes est un enjeu secondaire face à « d'autres priorités » : les conflits armés, la mondialisation, le réchauffement climatique, etc. Or, ces priorités ont un point commun : elles impactent les hommes et les femmes de façon inégale. Pourquoi ? Comment ? Le moment est peut-être venu de s'interroger sur cette « autre crise » permanente et latente. Ne faut-il pas voir dans l'égalité effective des droits entre hommes et femmes, non seulement une fin en soi, mais aussi un moyen de construire un autre monde, de repenser un système économique massivement marchand, de favoriser une profonde transformation sociale ici et là-bas en levant nos « barrières mentales » les plus profondes et, malgré la complexité que cela peut représenter, en s'inscrivant dans des dynamiques sociales internationales conjointes Nord/Sud.

Organisé par : Peuples Solidaires, Genre en action, CRID, Enda- Europe, Aster International

9. Lutter contre les accaparements de terres : des mobilisations locales au renforcement du droit international

Face à l'augmentation du nombre de projets d'acquisitions massives de terres dans les pays du Sud, les femmes et les hommes du Sud et du Nord s'organisent pour défendre les agricultures familiales et paysannes.

Depuis la publication du rapport "Main basse sur les terres agricoles" par l'ONG Grain en octobre 2008, et l'effervescence née de l'annonce en novembre 2008 par Daewoo de son projet de location d'1,3 million d'hectares de terres à Madagascar, le phénomène des accaparements de terres fait l'objet d'une attention inquiète de la part des populations du Sud et de tous les acteurs liés aux questions foncières. Ce module sera l'occasion de fournir aux participants les informations essentielles concernant ce phénomène, qui a touché un grand nombre de partenaires des organisations de solidarité internationale ces dernières années et contre lequel ils se sont mobilisé(e)s. A travers des études de cas et des présentations de partenaires du Kenya et de Madagascar mobilisés contre des accaparements de terre dans leur pays, ce module permettra de débattre des modalités d'action auxquelles nos partenaires et nos organisations peuvent faire appel pour faire face à ces accaparements massifs. La dernière matinée sera l'occasion d'explorer les différentes formes de régulations qui peuvent permettre d'encadrer ces acquisitions de terre à grande échelle.

Organisé par : Peuples Solidaires en association avec ActionAid, Agter, Artisans du Monde, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire, Groupe de Recherche et d'Etudes Technologique.

10. Solidarité internationale et opinion publique : de l'indifférence à la prise de conscience

Informé, éduqué, interpeller, convaincre... comment sensibiliser durablement les populations à la solidarité internationale, quand les impacts de la mondialisation sont de plus en plus concrets dans nos quotidiens ?

- Décrypter les concepts d'« opinion publique » et préciser le champ de la solidarité internationale à la lumière du contexte actuel,
- Mieux comprendre les représentations que les gens se font des pays du Sud, de la mondialisation et de la solidarité,
- Étudier les différents mécanismes collectifs et individuels, qui freinent la conscientisation du côté du public et du côté des acteurs.

C'est sur cette base que nous tenterons de mieux prendre en compte les préoccupations et les caractéristiques des « publics-cibles » de nos actions de sensibilisation, afin de développer diverses stratégies pour sortir du cercle des convaincus, être « entendus » tout en restant « à l'écoute », associer le fond et la forme... Nous réfléchirons aussi sur les outils permettant d'évaluer l'impact de nos actions de sensibilisation sur les publics et, à plus long terme, sur notre objectif de transformation sociale. Des intervenants, études de cas et ateliers pratiques viendront illustrer ces réflexions

Organisé par : la coordination nationale de la Semaine de la solidarité Internationale et la plateforme EDUCASOL

11. Quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale ?

L'intérêt des jeunes de s'engager en faveur de la solidarité internationale est manifeste. Mais c'est aussi un défi pour le monde associatif qui ne sait pas toujours comment s'y prendre ou qui n'a pas toujours conscience du potentiel d'engagement des jeunes adultes pour la solidarité internationale.

L'intérêt des jeunes à s'engager en faveur de la solidarité internationale ne cesse de grandir: défendre des causes qui leur sont chères, agir pour un monde plus juste, chercher à s'inscrire dans des actions de développement durable font souvent partie de leurs objectifs. Pourtant, les jeunes, les responsables associatifs de structures jeunesse, les élus en charge des politiques jeunesse se questionnent souvent sur le bien fondé et le réel impact de ce type de projets portés par les jeunes.

Nous pensons donc qu'il faut chercher à informer, accompagner l'ensemble des jeunes mais aussi ceux qui les entourent à s'ouvrir au monde et aux autres dans l'objectif de construire des individus qui seront demain les acteurs du changement et peut être d'une sortie de crise.

Organisé par : Cool'eurs du Monde, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire, Starting Block, Etudiants et Développement, RITIMO.

II. Les ateliers

1. Regards croisés sur des stratégies différentes de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

L'atelier proposera une réflexion sur la nécessaire adaptation des méthodologies d'intervention des projets de solidarité internationale sur la sécurité alimentaire en fonction des stratégies développées par les Etats et les populations en termes de sécurité alimentaire.

Organisé par : Afrique Verte, Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural

2. Education au développement et à la solidarité internationale (EAD SI) et éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) en milieu scolaire : renforcer nos stratégies de plaidoyer et nos démarches éducatives

Croiser les réflexions des acteurs de l'Education Au Développement et à la Solidarité Internationale et celles de l'EEDD en termes de stratégie de plaidoyer à destination de l'Education nationale et en termes de pratiques pédagogiques en milieu scolaire.

Organisé par : la plateforme EDUCASOL, Fédération Artisans du Monde, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire

3. Commerce équitable : des formes multiples pour une sortie de crise globale

Comprendre comment le commerce équitable, sous ses différentes formes (Nord-Sud, Nord-Nord, Sud-Sud), apporte des réponses multiples pour une alternative concrète au commerce mondial libéralisé.

Organisé par : A-Freak-A, INGALAN, Fédération Artisans du Monde

4. Femmes et hommes face à l'eau - quand la « gouvernance écologique » rencontre les enjeux sociaux : genre et eau

En partant du constat que les enjeux écologiques de l'accès à l'eau se croisent avec des enjeux sociaux - dont celui des inégalités entre femmes et hommes – cet atelier propose un échange et des exemples concrets sur le POURQUOI et le COMMENT de la prise en compte du genre dans des projets de solidarité internationale sur l'eau.

Organisé par : Genre en Action, PS-Eau

5. Une économie équitable : clé d'accès aux libertés, pour TOUTES et pour tous?

Une économie équitable et diversifiée, respectueuse de cultures différentes, des tous les êtres humains et de la nature, permet-elle – notamment aux femmes - d'augmenter la liberté d'expression, d'échanger, de militer ?

Organisé par : MINGA, EQUINOXE, Genre en Action

6. Pour un développement économique et social soutenable en Afrique : le rôle de la finance solidaire

Cet atelier explore les principes et les outils de la finance solidaire, et présente l'impact que celle-ci peut avoir dans le développement économique et social en Afrique, à partir d'expériences de terrain concrètes.

Organisé par : Service International d'Appui au Développement, Coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire Nord-Sud, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement

7. Europe et Amérique latine : problématiques contemporaines et propositions alternatives

Europe et Amérique latine : propositions et actions de la société civile face aux problématiques économiques, politiques, écologiques, sociales et culturelles latino-américaines actuelles.

Organisé par : Travailler Ensemble Jeunes et Engagés, France Amérique Latine

8. Justice environnementale : quelles perspectives pour la solidarité internationale

Le "droit à vivre dans un environnement sain" consacré par plusieurs textes internationaux, passe par une "justice environnementale", indispensable à un développement socioéconomique des populations dans le respect de la nature.

Organisé par : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs-Initiatives Pour un Autre Monde

9. Les enjeux écologiques : leviers de dynamisation de la solidarité internationale en régions

Les enjeux de la campagne « Une seule planète » en région : une présentation sera faite sur la diversité des modes d'organisations des acteurs de la solidarité internationale et la spécificité des collectifs locaux et régionaux du CRID pour établir ce lien entre l'environnement et la solidarité internationale.

Organisé par : Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes, Maison des Droits de l'Homme Limoges, CASI Bretagne, CASI Poitou-Charentes, CODASI Basse-Normandie, CODES Marseille, MCM Nantes

10. Les Biens mal acquis

Derrière le strass des grands corrompus, c'est bien la solidarité et la liberté des peuples à gérer leurs richesses qui sont en péril.

Organisé par : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire, Sherpa

11. Les paradis fiscaux et judiciaires, trous noirs de la finance mondiale et de la solidarité Citoyenne

Les paradis fiscaux et judiciaires, en organisant le contournement et l'affaiblissement de l'impôt et des lois au profit d'une minorité, minent la solidarité, la justice et la démocratie.

Organisé par : Oxfam France, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire

12. La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (atelier 1 : les enjeux)

A partir d'un échange d'expériences, l'atelier vise à montrer que, pour mieux répondre aux enjeux de la crise qui affecte les pays du Sud et du Nord, collectivités territoriales et associations de solidarité internationale ont intérêt à renouveler et approfondir leur partenariat.

Organisé par : Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs-Initiatives Pour un Autre Monde, Cités Unies France, Altermondes, Cap Coopération, Conseil régional d'Aquitaine

13. La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (atelier 2 : les outils)

Durant cet atelier, nous nous interrogerons sur la pertinence des dispositifs de mise en réseau au niveau local des associations de solidarité internationale et des collectivités territoriales pour développer des projets répondant aux enjeux de la crise globale.

Organisé par : Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs/ Initiatives Pour un Autre Monde, Cités Unies France, Assemblée des Régions de France, Cap Coopération et Conseil régional d'Aquitaine

14. Associations de solidarité internationale et organisations syndicales de salariés : quelles relations avec les entreprises

A partir d'une analyse partagée du contexte, d'un accord sur leurs rôles respectifs vis-à-vis des entreprises, et du souhait de converger pour faire progresser la justice sociale et les droits pour tou-te-s, les organisations membres du groupe ASI Syndicats ont rédigé un texte de position commun sur les relations ONG entreprises qui sera présenté et discuté dans l'atelier.

Organisé par : RITIMO, Confédération Générale du Travail, Confédération Française Démocratique du Travail

15. 10 ans de processus Forum Social Mondial, et maintenant ?

Organisé par : ATTAC, Initiatives Pour un Autre Monde, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire

16. En route vers le Forum Social Mondial de Dakar.

Organisé par : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Peuples solidaires, Secours catholique, Mouvement de la paix

17. Les enjeux du numérique : compréhension des mutations enjeux et déchets

Organisé par : l'association française des petits débrouillards, ENDA

18. Les biens communs des la connaissance

Organisé par : l'Association Française des Petits Débrouillards, ATTAC, Vecam, Création commons, Survie

19. Acteurs et chercheurs: les nouvelles voies de la coopération. Exemples de la pêche, de l'éducation et du numérique.

Organisé par : l'association française des petits débrouillards, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement groupe 38, Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie, ATTAC

20. Comment passer d'une société du « beaucoup avoir » à celle du « bien vivre » ?

Pour passer d'une société du « beaucoup avoir » à celle du « mieux vivre », il est indispensable de créer des outils capables de mesurer « ce qui compte vraiment », au détriment des indicateurs classiques type PIB, qui valorisent les causes profondes de la crise.

Organisé par : Collectif Richesses, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse), France Libertés

21. Les semences paysannes, une volonté et des expériences à partager au SUD et au NORD

Organisé par : AgroBio Périgord, AFDI Aquitaine

22. Alternatives alimentaires locales

Réappropriation des ressources naturelles locales, des plantes, au service du développement initié par les populations.

Organisé par : Association « Les Amis de Sabou », RADSI 64, Synergies pour un enfant, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement 64, Tadhelt, Wa Iba, Liwanda

23. Les Philippines à table : quels droits au menu?

Échanges avec Bernardo D. Larin de l'organisation Philippine Human Rights Information Center sur les méthodes et actions possibles pour faire respecter le droit à l'alimentation en impliquant la population.

Organisé par : Juristes-Solidarités, Terre des Hommes France

24. Engagement et compétences dans l'économie sociale et solidaire

Cet atelier cherche à questionner les enjeux d'une professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Organisé par : Réseau des Ecoles de Citoyens, Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Aquitaine, Cap Coopération, Saluterre, Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement Aquitaine

25. Produire et se nourrir près de chez soi!

Vers l'autosuffisance alimentaire : au Sud pour des populations vulnérables (exemples à Cuba et en RDC) et au Nord (exemple jardin collectif à Pessac) pour proposer une alternative à l'agro industrie, en favorisant des pratiques de production et d'autoproduction alimentaire dans une perspective durable.

Organisé par : Terre d'Adèles, France Amérique Latine 33, Cœur Soleil

26. Les pesticides, ennemis du droit à la santé et du droit de l'environnement

L'utilisation abusive des pesticides par les entreprises dans leurs activités productrices met à mal le droit à la santé des travailleurs/ses et le droit à l'environnement. Comment construire des luttes qui englobent le social et l'environnement?

Organisé par : Peuples solidaires, Mouvements pour les droits des générations futures

27. Palestine: Droit international, éthique politique, solidarité citoyenne

Le droit international est censé s'imposer à tous et s'appliquer partout, mais quand la morale et la volonté politique, particulièrement en Palestine, font défaut, la société civile internationale doit exercer sa pleine solidarité pour mettre fin à la colonisation et pour que le peuple palestinien soit enfin maître de son destin.

Organisé par : Palestine 24, Palestine 33

28. Les liens de solidarité avec les mouvements de défense de la démocratie en Afrique comme sortie de crise

Organisé par : Plateforme citoyenne France Afrique composée du Secours Catholique, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Survie, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Oxfam, Mouvement de la Paix, Réseau foi et justice, Peuples Solidaires

29. La Culture de Paix comme approche de la Solidarité Internationale

Comment les huit points de la culture de la paix et leurs mises en oeuvre sont des outils indispensables pour développer une solidarité internationale de sortie de crise.

Organisé par : Association Internationale des Educateurs à la Paix, Institut de Documentation et de Recherche pour la Paix, Le Mouvement de la Paix

30. Pour des audits de la dette du Nord et du Sud

Au Nord comme au Sud, la dette est un mécanisme de transfert des richesses produites par les travailleurs et les petits producteurs vers les couches les plus favorisées et qui se traduit par des coupes drastiques dans les budgets sociaux.

Organisé par : Centre Technique des Industries Mécaniques, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde

31. Palestine. Boycott, Désinvestissement, Sanctions. Pourquoi? Comment?

Israël / Palestine : la crise au Moyen Orient ne peut trouver sa solution sans l'expression forte de la solidarité internationale.

Organisé par : Plateforme des ONG pour la Palestine, Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien, Union Juive Française pour la Paix

32. Modes de consommation et de production alternatifs en réponse à la crise : les consommateurs ont le pouvoir

Cet atelier visera à décrypter les mécanismes mis en oeuvre par la grande distribution (que cachent les petits prix ? quelles informations derrière une étiquette ?) et à identifier les moyens à la disposition des consommateurs pour peser sur les pratiques peu loyales des géants de la distribution.

Organisé par : Confédération Française Démocratique du Travail, Collectif Ethique sur l'étiquette

33. Le monde change... Et nous?

Comment penser le monde qui vient? Échanges avec des militants et chercheurs de l'économie solidaire.

Organisé par : Mouvement de l'économie solidaire (MES, Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie, Fédération Nationale des Petits Débrouillards, Association Régionale de l'Economie Solidaire, Centre Ritimo de Basse-Normandie)